



# **AGIR VRAIMENT CONTRE LA CRISE**

**- CONTRE-ARGUMENTAIRE -  
RÉPONSES AUX CRITIQUES DE LA DROITE**



Parti socialiste • 10, rue de Solférino 75007 Paris • [www.parti-socialiste.fr](http://www.parti-socialiste.fr)



## La relance par la consommation financerait les pays étrangers et ne profiterait pas aux entreprises françaises

« Faire passer la TVA de 19,6 % à 18,6 % coûte cher, sans avoir d'effet multiplicateur, et risque de relancer les importations et l'épargne », Eric Woerth, Le Monde, 23/01/09.

**FAUX**

« Soutenir ainsi la demande interne revient à soutenir nos importations, c'est-à-dire les concurrents de nos PME », Patrick Devedjian, La Tribune, 23/01/09.

« Elle préconise une relance tous azimuts de la consommation expérimentée avec les résultats que l'on sait en 1981 puisqu'elle avait finalement abouti à un accroissement considérable du déficit, à une augmentation très importante des importations au détriment de l'emploi français ». Marc-Philippe Daubresse, communiqué de presse du 22 janvier 2009.

La plupart des critiques de la droite portent sur la prétendue fuite par les importations qui serait liée à une relance de la consommation. Plusieurs éléments montrent que cet argument est erroné.

- **Le contenu en importations de la consommation des ménages est faible.**

- En moyenne, seuls 14% des biens et services consommés par les ménages proviennent de l'étranger.
- De plus, le contenu en importations de la consommation est plus faible pour les ménages aux revenus les plus modestes – concernés au premier chef par les mesures en faveur du pouvoir d'achat de notre plan de relance. Pour les 10% des ménages ayant les plus bas revenus, la part des importations dans la consommation est de 2,4 points inférieure à celle des plus hauts revenus.

- **Une relance par la consommation n'a pas plus d'effet sur les importations qu'une relance par l'investissement, au contraire.**

- Au sein de la structure des importations, la part des biens de consommation (17,3% du total des importations) est inférieure à celle des biens intermédiaires (24,9%) et d'équipement (22,9%).
- Une relance par la consommation a donc un effet moindre sur les importations qu'une relance par l'investissement. L'argument de la fuite par les importations ne peut donc être retenu pour privilégier une relance par l'investissement uniquement.

- **Enfin, la droite utilise « l'échec » de la relance de 1981, pour critiquer les mesures visant à soutenir la consommation.**

- C'est oublier que le contexte économique est totalement différent. Alors qu'en 1981, la France menait seule sa politique de relance, la majorité de nos partenaires économiques a aujourd'hui adopté une politique de ce type. La Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Espagne, par exemple, viennent d'adopter des mesures de soutien à la consommation.



- Cette relance concomitante de la consommation au niveau européen, même si elle n'est pas coordonnée, représente le meilleur outil pour remplir les carnets de commandes des entreprises et donc redynamiser à la fois leur trésorerie, l'activité économique, et l'emploi, comme le préconisent d'ailleurs le FMI, l'OCDE ou l'OFCE.

## **La crise ne serait pas une crise du pouvoir d'achat et de la consommation, mais une crise du financement des entreprises**

**FAUX**

« Nous vivons une crise du financement et de l'investissement, pas des revenus et de la consommation », Eric Woerth, Le Monde, 23/01/09.

« La consommation ne s'effondre pas en France », Eric Woerth, Le Monde, 23/01/09.

« L'origine de la crise actuelle est bien évidemment américaine et financière, et non pas structurelle », Patrick Devedjian, La Tribune, 23/01/09.

« Face à la grave crise financière que nous traversons la relance ne peut qu'être basée sur l'offre et l'investissement », Marc-Philippe Daubresse, Communiqué de presse du 22 janvier.

Pour la droite, le plan proposé par le Parti socialiste serait inefficace, parce qu'il relancerait la consommation alors que la crise serait uniquement financière et bancaire. Pourtant, au-delà de la crise financière, la France est bel et bien frappée par une crise structurelle liée aux évolutions de la répartition des revenus et du pouvoir d'achat. Les propos tenus par la droite sont d'autant plus insupportables pour les Français que le Président Sarkozy a été élu en 2007 sur les thèmes du pouvoir d'achat et de l'augmentation des revenus.

*La France subit incontestablement une crise du pouvoir d'achat et de la consommation, présente bien avant la crise financière de septembre :*

- Après avoir stagné au premier trimestre (0,0%), le pouvoir d'achat recule au deuxième trimestre (-0,3%) puis au troisième (-0,1%). Il y a donc en France une crise des revenus.
- La consommation des ménages stagne depuis début 2008 (-0,03% au premier trimestre, 0,0% au deuxième et +0,2% au troisième).
- La crise de la consommation réduit les commandes adressées aux entreprises, ce qui induit une baisse du taux d'utilisation des capacités de production (il est passé de 81,3% en juin 2008 à 74,6% en novembre).



Les entreprises font face à un problème de débouchés, issu de la crise du pouvoir d'achat qui, couplé à la crise financière et bancaire, crée des difficultés de trésorerie. La crise structurelle de débouchés est donc antérieure à la crise financière, qui n'a fait que l'amplifier.

Face à ce constat, le plan de relance proposé par le gouvernement est insuffisant, tant dans son ampleur que dans les mesures adoptées, en faisant l'impasse sur le pouvoir d'achat. A l'opposé, le plan présenté par le Parti socialiste propose des mesures s'attaquant aux deux aspects de la crise : des mesures de soutien au pouvoir d'achat pour relancer immédiatement la consommation, des mesures de soutien à l'investissement et à la trésorerie des entreprises, notamment des PME-TPE et pour les secteurs en difficulté (automobile, bâtiment).

Dans ce cadre, la baisse d'un point de TVA est particulièrement adaptée, car elle procure un soutien immédiat à la consommation des ménages, notamment des plus modestes, ainsi qu'à la trésorerie des entreprises. De la même manière, les propositions de soutien aux revenus des ménages moyens et modestes (aide de 500 euros aux bénéficiaires de la PPE et des minima sociaux, revalorisation du Smic, meilleure indemnisation du chômage...) sont parfaitement adaptées à la nature de la crise et ne sont nullement de nature à relancer les importations au détriment des entreprises françaises.

## **Le plan proposé par le Parti socialiste creuserait les déficits**

**FAUX**

*Pour la droite, le plan proposé par le Parti socialiste va accroître les déficits et faire peser à l'avenir des charges d'intérêt élevées sur le pays.*

**- Une situation budgétaire déjà fortement dégradée.**

En premier lieu, il est incontestable que la situation budgétaire du pays s'est fortement dégradée depuis cinq ans suite aux politiques menées par la droite.

- En 2007, la France a été le seul pays de l'Union européenne dont les comptes publics se sont dégradés alors que le taux de croissance était supérieur à 2%.
- Fin octobre 2008, le déficit a atteint 60,7 milliards d'euros, contre 52,7 milliards à la même date en 2007.
- La dette publique dépasse déjà les 66% du PIB au troisième trimestre 2008, s'établissant à 1284,8 milliards d'euros (en hausse de 15,6 milliards d'euros par rapport au deuxième trimestre, soit +0,4 point).



Rappelons, par comparaison, que la dette avait été réduite entre 1998 et 2001, passant de 59,4% du PIB à 56,9%, et n'a fait que se détériorer depuis.

***- Une remise à plat des politiques fiscales permettrait de dégager des marges de manœuvre***

Nous proposons :

- l'annulation de la loi TEPA, inefficace et même contre-productive en période de crise, ce qui permettrait d'économiser 10 milliards d'euros en 2009 et 15 milliards d'euros par an en régime de croisière ;
- une remise à plat des niches fiscales et une réglementation stricte ainsi qu'une imposition accrue des stock-options.

Par ailleurs :

- le coût de la crise devra être mis en partie à la charge des secteurs qui en ont été à l'origine, à savoir le secteur financier et bancaire, dès lors que la situation sera stabilisée, à moyen terme.

***- Le retour rapide de la croissance est le seul moyen de redresser les finances publiques.***

Enfin, le plan de relance proposé par le Parti socialiste créerait des effets rapides sur l'économie, à l'inverse du plan proposé par le gouvernement.

La mise en oeuvre du plan Sarkozy va en effet aggraver les déficits, sans permettre d'éviter la récession, ce que la Commission européenne a démontré en prévoyant pour 2009 1,8 point de récession et un déficit de 5,4 % du PIB.

À l'opposé, le plan que nous proposons, compte tenu de son ampleur, serait de nature à éviter la récession et à limiter la dégradation des comptes publics de l'ordre de 1 point du PIB. Notre plan engage 50 milliards d'euros de moyens financiers, soit 2,5% de PIB. Sur cette somme, 10 milliards d'euros sont réinvestis en capital (fonds régionaux stratégiques d'investissement). L'impact budgétaire est donc de 40 milliards d'euros.



## **Un retour aux « vieilles recettes »**

**FAUX**

*Une partie des critiques adressées au plan de relance concerne son caractère peu original. Les mesures proposées seraient les mêmes que celles adoptées entre 1997 et 2002.*

Certains aspects de notre plan font écho à des réformes menées avec succès entre 1997 et 2002, d'autres sont totalement nouveaux. L'ensemble forme un tout équilibré.

### *Une crise de la consommation qui demande une relance du pouvoir d'achat*

Face au constat d'une crise liée au recul du pouvoir d'achat et de la consommation, seule la relance par un accroissement des revenus et une protection accrue des salariés est à même de créer rapidement des effets positifs, en la couplant avec des mesures de soutien à la trésorerie des entreprises et à l'investissement, public comme privé.

Les mesures proposées dans le plan pour relancer la consommation ont, à l'opposé de ce que déclare la droite, fait la preuve de leur efficacité.

Le recours aux leviers actionnés par la gauche au pouvoir, en particulier entre 1997 et 2002, pour relancer la croissance, protéger les salariés, créer massivement des emplois, augmenter le pouvoir d'achat et dynamiser l'investissement, ne rappelle pas que des mauvais souvenirs. C'est en effet entre 1997 et 2002 que le taux de croissance annuel moyen, les créations d'emplois, la croissance du pouvoir d'achat, ont été les plus élevés depuis le milieu des années 1980. C'est également la seule période récente qui a vu les comptes publics s'améliorer significativement.

### *Un plan parfaitement équilibré*

Le soutien à la consommation est nécessaire car il permet de remplir les carnets de commande des entreprises, et ainsi de redresser leur trésorerie, d'améliorer les taux d'utilisation des capacités de production, condition déterminante de l'investissement des entreprises. Il ne peut y avoir de relance durable de l'investissement sans un redressement de la consommation.

Le plan que nous proposons est parfaitement équilibré, se répartissant de façon égale entre consommation et soutien à la trésorerie des entreprises et à l'investissement, aussi bien public que privé. Il comprend également des propositions permettant de préparer l'avenir, en proposant des mesures qui encouragent le développement de la croissance verte, une véritable politique in-



dustrielle adaptée aux enjeux technologiques et environnementaux, et une véritable protection des salariés. De telles propositions, innovantes et en phase avec les besoins des Français et les impératifs du développement durable, sont à même de répondre à l'ampleur de la crise.

**Nous l'assumons parfaitement et demandons, sur ce sujet comme sur l'ensemble du plan de relance, l'organisation de débats contradictoires entre des membres du gouvernement et des responsables du Parti socialiste, afin de permettre aux Français de juger de l'un et l'autre plan en toute connaissance de cause.**



Parti socialiste • 10, rue de Solférino 75007 Paris • [www.parti-socialiste.fr](http://www.parti-socialiste.fr)

[www.agirvraimentcontrelacrise.fr](http://www.agirvraimentcontrelacrise.fr)



